

Victoire marquante des travailleurs et travailleuses des postes

Équité salariale : une décision favorable aux factrices et facteurs ruraux et suburbains

Pour diffusion immédiate

Le 1^{er} juin 2018

Ottawa – Les factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) ont remporté une victoire attendue depuis longtemps. En effet, dans une décision qu'elle vient de rendre, l'arbitre Maureen Flynn stipule que les FFRS effectuent un travail de valeur égale à celui des factrices et facteurs en milieu urbain et qu'il existe un écart salarial entre les deux groupes. De plus, elle rejette la méthode d'évaluation de la rémunération des FFRS utilisée par Postes Canada, privilégiant la méthode proposée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

Toutefois, en raison de la complexité du dossier, l'arbitre a demandé au STTP et à Postes Canada de déterminer l'indemnité de parité salariale. Les parties ont jusqu'au 31 août prochain pour s'entendre sur cette question, à défaut de quoi, l'arbitre tranchera.

« Il s'agit d'une grande victoire pour les FFRS et toutes les femmes », déclare Nancy Beauchamp, membre du Comité de l'équité salariale et négociatrice en chef de l'unité des FFRS. « Les femmes méritent d'être traitées avec équité et respect, notamment en recevant un salaire égal à celui des hommes lorsqu'elles accomplissent un travail de valeur égale. »

« Les FFRS n'auront plus le sentiment d'être des citoyens de seconde zone dans leur milieu de travail », ajoute Barbara McMillan, membre du Comité de l'équité salariale.

Près des deux tiers des FFRS sont des femmes. Leur salaire horaire est d'environ 25 % inférieur à celui de leurs homologues de l'unité urbaine, composée en majorité d'hommes. De plus, leurs avantages sociaux sont moindres que ceux des membres de l'unité urbaine.

La décision, rendue au terme de plusieurs mois d'audiences, met fin à un processus qui aura duré près de deux ans. En 2016, le STTP et Postes Canada, alors en plein processus de négociation, ont décidé d'accélérer le traitement du dossier de l'équité salariale des FFRS. Un comité mixte a été chargé de se pencher sur cette question et d'apporter des changements dans un délai raisonnable.

« Nous sommes heureux de la décision, mais nous avons tout de même hâte de retourner à la table de négociation pour régler la question de l'indemnité de parité salariale », précise Cathy Kennedy, membre du Comité de l'équité salariale.

En matière d'équité salariale, Postes Canada fait figure de délinquante incorrigible. À preuve, en 1983, l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) l'a poursuivie en justice, et elle a dû attendre près de 30 ans pour que les employées qu'elle représente soient indemnisées. En 1993, l'Association canadienne des maîtres de postes et adjoints (ACMPA) a, à son tour, poursuivi en justice la société d'État, et elle attend toujours un règlement.

« Notre cas était considéré comme l'un des plus complexes du genre, mais nous avons prouvé qu'il était possible de le régler par un processus accéléré. Il n'y a donc aucune raison pour que les femmes attendent encore d'obtenir l'équité en matière de salaire et d'avantages sociaux », ajoute Cathy Kennedy.

« La décision qui vient d'être rendue prouve enfin que les FFRS effectuent un travail de valeur égale à celui des facteurs et factrices en milieu urbain, déclare Mike Palecek, président national du STTP. L'époque où Postes Canada pouvait exploiter les femmes tire à sa fin. Les FFRS méritent l'égalité, et nous entendons l'obtenir en leur nom. »

Le Comité de l'équité salariale du STTP et les représentants de Postes Canada vont entamer sous peu des discussions sur l'indemnité de parité salariale. Quelle influence aura la décision sur les négociations entre Postes Canada et le STTP? L'avenir nous le dira.